

Burundi : l'Ouganda poursuit sa médiation, l'opposition s'organise

@rib News, 16/07/2015 â€ Source AFP Le ministre ougandais de la Défense a pris jeudi à Bujumbura le relais de son prÃ©sident pour tenter de dÃ©nouer la crise au Burundi, alors que lâ€™opposition sâ€™organise pour â€ chasserâ€ le chef burundais Pierre Nkurunziza. A quelques jours de la prÃ©sidentielle prÃ©vue le 21 juillet, le ministre ougandais Crispus Kiyonga â€ vient dâ€™arriver par avion aux environs de midi (10H00 GMT)â€, a dÃ©clarÃ© le ministre burundais des Relations extÃ©rieures, AimÃ©-Alain Nyamitwe.

Selon un membre de la sociÃ©tÃ© civile, les dÃ©lÃ©gations devaient se retrouver en dÃ©but dâ€™aprÃ©s-midi dans un hÃ´tel Ã©tranger Ã©tabli Ã© la capitale. Calendrier, modalitÃ©s et ordre du jour de ces pourparlers nâ€™Ã©taient pas connus dans lâ€™immÃ©diat. Le chef ougandais Yoweri Museveni, mandatÃ© par les pays de la CommunautÃ© est-africaine (EAC) pour dÃ©nouer la crise nâ€™a fin avril de la candidature du prÃ©sident Nkurunziza Ã© un troisiÃ©me mandat, avait reÃ©su mardi et mercredi le camp prÃ©sidentiel, lâ€™opposition et la sociÃ©tÃ© civile, ainsi que deux anciens chefs de lâ€™Etat burundais. En quittant le Burundi mercredi aprÃ©s avoir obtenu des parties un engagement Ã© nâ€™gocier â€ sans discontinuerâ€, M. Museveni â€ au pouvoir depuis 1986 â€ avait annoncÃ© que son ministre de la Défense prendrait le relais. Le temps presse dâ€™ici Ã© la prÃ©sidentielle que lâ€™opposition entend boycotter, comme elle a boudÃ© le 29 juin les Ã©lections Ã©lectorales et communales. Le prÃ©sident Museveni nâ€™a pas indiquÃ© si figurerait au menu des discussions un possible nouveau report de la prÃ©sidentielle, dÃ©jÃ repoussÃ© deux fois. Lâ€™opposition exige un report mais Bujumbura sâ€™y refuse, arguant dâ€™un risque de vide institutionnel Ã© lâ€™Ã©chÃ© du mandat du prÃ©sident Nkurunziza le 26 aoÃ»t. Agathon Rwaso, principal opposant Ã© M. Nkurunziza, a assurÃ© quâ€™il nâ€™aurait â€ pas de sujet tabouâ€, mais Pascal Nyabenda, prÃ©sident du CNDD-FDD, parti du chef de lâ€™Etat, a exclu que soient Ã©voquÃ©es le report de la prÃ©sidentielle ou le troisiÃ©me mandat. â€ Coalition dâ€™opposition â€ Le mouvement de contestation anti-Nkurunziza a Ã©tÃ© Ã©maillÃ© de violences meurtriÃ©res qui ont fait plus de 80 morts depuis fin avril. Selon ses adversaires, un troisiÃ©me mandat du prÃ©sident â€ Ã©lu en 2005 et rÃ©Ã©lu en 2010 â€ est contraire Ã© la Constitution aussi Ã© lâ€™accord dâ€™Arusha. Ce texte signÃ© en 2000 a permis la fin de guerre civile au Burundi, qui entre 1993 et 2006 a fait 300.000 morts. AprÃ©s prÃ©s dâ€™un mois et demi de manifestations Ã©touffÃ©es par une brutale rÃ©pression et lâ€™armÃ©e a fait un coup dâ€™Etat militaire mi-mai, les violences se sont intensifiÃ©es ces derniÃ©res semaines, et le weekend dernier lâ€™armÃ©e a affrontÃ© un groupe armÃ© dans le nord du pays, dans des provinces frontaliÃ©res du Rwanda et de la RÃ©publique dÃ©mocratique du Congo (RDC). ParallÃ©lement au dialogue en cours Ã© Bujumbura, des opposants et dissidents en exil ont annoncÃ© la formation dâ€™un Conseil national pour le respect de lâ€™accord dâ€™Arusha et la restauration de lâ€™Ã©tat de droit ayant pour objectif de â€ faire partirâ€ le prÃ©sident Nkurunziza du pouvoir, sâ€™il le faut par la force, comme lâ€™a expliquÃ© mercredi sur la chaÃ»ne de tÃ©lÃ©vision France 24 lâ€™opposant Alexis Sinduhije. Selon lâ€™hebdomadaire The East African, cette structure regroupe Ã©galement lâ€™ex-second vice-prÃ©sident burundais Gervais Rufyikiri et lâ€™ancien prÃ©sident de lâ€™Assemblée nationale Pie Ntavyohanyuma, deux caciques du rÃ©gime opposÃ©s au troisiÃ©me mandat et exilÃ©s en Belgique depuis la fin juin, ainsi quâ€™Hussein Radjabu, ex-proche du chef de lâ€™Etat tombÃ© en disgrÃ©ce, en exil depuis sa Ã©vasion de prison dÃ©but mars. Le gÃ©nÃ©ral Godefroid Nyombare, ex-compagnon dâ€™armes de M. Nkurunziza durant la guerre civile et chef des putschistes de mai, a indiquÃ© â€ adhÃ©rerâ€ Ã© ce Conseil avec les membres de lâ€™armÃ©e et la reprÃ©sente, selon un document obtenu par la presse. Dâ€™importants opposants restÃ©s Ã© Bujumbura ont signÃ© une dÃ©claration similaire, dont Charles Ntidiye, LÃ©once Ngendakumana et Jean Minani, trois dirigeants de partis qui participent aux nÃ©gociations en cours. â€ Je soutiens cette idÃ©e que tous les opposants se retrouvent dans une mÃªme structure commune pour dÃ©fendre lâ€™accord dâ€™Arushaâ€, a expliquÃ© M. Minani, disant vouloir â€ chasser le prÃ©sident Nkurunziza politiquementâ€. InterrogÃ© sur un possible recours Ã© la violence Ã©voquÃ© par M. Sinduhije, il a rÃ©pondu quâ€™â€ chacun est responsable de ses propres proposâ€, sans vouloir en dire davantage.